

**BIOMÉDECINE ET NÉOLIBÉRALISME COMME ACTANTS
DE NOUVEAUX PARADIGMES D'INÉGALITÉS**

André Liboire TSALA MBANI*

La médecine, à l'origine, c'est-à-dire depuis Hippocrate, a une vocation essentiellement thérapeutique, c'est-à-dire qu'elle est destinée à restaurer une intégrité biophysique naturelle hypothéquée soit par une maladie, soit alors par un accident. La médecine s'occupe donc de l'entretien ou de la préservation de la vie. Mais dès l'entame des années soixante-dix, celle-ci va connaître une mutation en son sein : elle va devenir « biomédecine », c'est-à-dire qu'elle s'éloigne de sa visée purement thérapeutique d'antan pour postuler la « fabrication » du vivant humain grâce à la découverte du « génie génétique », technique de décryptage et d'analyse de la structure du génome humain au travers de l'ADN. Depuis lors, la médecine paraît de moins en moins exclusivement au service de la nature, et de plus en plus artificieuse, au service de la volonté narcissique et des phantasmes individuels : médecine de confort et de prestige ou de convenance personnelle, qui s'étend de la chirurgie plastique à diverses techniques procréatiques, tel que le diagnostic préimplantatoire (DPI), dont le but est la mise sur pied des « bébés sur mesure » ou « bébés parfaits » soumis à un formatage et à une programmation génétiques plutôt déshumanisants ; en passant par la marchandisation des organes et des produits organiques proprement humains tels des pièces détachées par le biais des « bio-banques » que

* Université de Dschang, Cameroun

promouvent des industries biotech. Toutes ces prouesses biomédicales, dont l'implémentation est déjà palpable, ont suscité des espérances de toutes natures auprès des populations à l'idée seulement de pouvoir réaliser leurs aspirations narcissiques les plus intimes.

Mais, la médecine, en franchissant le cap de la biomédecine, portaient déjà en elle-même les germes de sa propre invasion et de sa prise en otage par des forces de l'argent, à savoir des actionnaires privés internationaux mus par l'appât du gain et l'éthique du profit. En effet, la recherche biomédicale est éminemment onéreuse et requiert pour cela des financements privés, lesquels sont généralement assurés par le capitalisme international. D'où cette collusion contre nature entre la recherche et le marché. Celle-ci a malheureusement fait perdre à la biomédecine toute neutralité et toute autonomie, happée et subjuguée qu'elle est par ce que Philippe Arondel¹ appelle l'« axiomatic de l'intérêt ». Cependant, la collusion ainsi entretenue entre des médecins, des bio-généticiens et les industries biotechnologiques, n'est-elle pas fatalement porteuse de nouveaux paradigmes d'inégalités induits par les prestations de prestige et de confort qu'offre la biomédecine contemporaine, quand on sait que celles-ci sont assorties des coûts prohibitifs et donc discriminatoires pour les couches sociales les moins nanties ? La République a-t-elle encore un sens lorsque des citoyens butent sur l'inégal accès à une progéniture intellectuellement sophistiquée, l'inégal accès à l'esthétique somatique en termes de réaménagements physiques de confort, l'inégal accès à la régénérescence cellulaire rendue possible grâce aux greffes d'organes, et l'inégal accès aux gamètes en cas de stérilité ?

Pour répondre à ces questionnements, nous nous proposons d'abord de démêler les enjeux de la dynamique biomédicale. Ensuite, nous essayerons de démonter les mécanismes structurels et fonctionnels du néolibéralisme, dont le principal levier est l'hégémonisme marchand. Enfin, dans la dernière articulation de notre réflexion, nous allons procéder à une analytique des paradigmes d'inégalités émergents, lesquels sont générés par le couplage insolite biomédecine et néolibéralisme.

¹ ARONDEL, Philippe, *L'impasse libérale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.

1. LES ENJEUX DE LA BIOMÉDECINE

L'un des enjeux de la biomédecine contemporaine est la promotion d'un eugénisme privé, essentiellement différent de l'eugénisme étatique qui a prévalu dans la Grèce antique, aux États-Unis, en Scandinavie, en Chine, et qui a connu son entéléchie en Allemagne nazie. Dans la Grèce antique, l'eugénisme étatique était en effet une politique dite de purification sociale, laquelle consistait pour les Spartiates à mettre à mort les personnes jugées chétives et tarées issues des classes pauvres, des esclaves, parce que, disait-on, elles faisaient partie de l'espèce inférieure. Pour les nazis comme pour les Américains, il était également question d'exterminer des catégories entières de la population considérées comme relevant de l'infra-humanité², à l'effet de préserver la pureté de la race aryenne.

En revanche, la dynamique eugéniste biomédicale, déjà effective aux États-Unis d'Amérique, à la faveur de la mise sur pied de la technique procréatique dénommée diagnostic préimplantatoire (DPI), relève plutôt du choix des parents en termes de remodelage, de falsification et d'amélioration des caractéristiques génétiques de leurs progénitures : c'est l'eugénisme privé ou libéral. Robert Sinsheimer définit ainsi avec beaucoup de pertinence la différence entre l'eugénisme étatique et l'eugénisme privé ou libéral :

« L'ancien eugénisme requérait une sélection continue pour la sélection des forts et l'élimination des faibles. Le nouvel eugénisme entend permettre, en principe, la transformation et le passage de tous les faibles au plus haut niveau génétique »³.

La transformation et le passage de tous les faibles au plus haut niveau génétique dont Robert Sinsheimer fait état s'opèrent par le biais d'un dépistage génétique de l'embryon au cours duquel des biogénétiens évacuent tous les gènes susceptibles de présenter des anomalies, de même que ceux récessifs, d'une part, sélectionnent et

² TSALA MBANI, André Liboire, *Biotechnologies et Nature humaine. Vers un terrorisme ontologique ?*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.19.

³ SINSHEIMER, Robert, « The Project of Designed Genetic Change », in *Reproduction, and Genetic Control*, édition revue, Londres et New York, Routledgeand Kegan Paul, 1992, p.145.

améliorent les gènes responsables de certaines caractéristiques prisées par des parents en quête de « bébés sur mesure » ou « bébés parfaits », tels que ceux responsables de l'intelligence, par exemple, d'autre part ; moyennant naturellement de grosses sommes d'argent, au mépris de la dignité humaine. Voilà pourquoi Jürgen Habermas pense qu'au fur et à mesure que s'amplifient et se banalisent la fabrication et l'utilisation d'embryons humains à des fins eugénistes,

« se transforme la perception culturelle de la vie humaine anténatale avec pour conséquence l'abrasion de notre sensibilité morale au profit des coûts et des bénéfices. Aujourd'hui, nous décelons encore ce qu'a d'obscène une telle pratique réifiante et nous nous demandons si nous aimerions vivre dans une société qui s'achète des ménagements narcissiques pour ses propres préférences au prix de l'insensibilité eu égard aux fondements naturels et normatifs de la vie »⁴.

Il s'ensuit que l'accoutumance de la société contemporaine au tripatouillage, à la falsification et remodelage de l'embryon humain à des fins eugénistes, finit par étioiler sa sensibilité morale, happée et subjuguée qu'elle est par l'éthique marchande véhiculée par l'ultralibéralisme ambiant sur lequel nous allons nous appesantir plus loin.

Mais l'enjeu eugéniste est loin d'être le seul qui sous-tende la dynamique biomédicale, il y a également celui de venir à bout des imperfections biophysiques qui sont imposées à l'homme par la nature, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler médecine de confort ou de convenance, dont la chirurgie plastique est partie intégrante. Certaines personnes fortunées, en effet, qui se trouvent dans un état d'inconfort moral du fait de la configuration phénotypique anesthétique de leur soma, font recours à des spécialistes de cette branche de la biomédecine, à l'effet d'avoir une allure plus avenante esthétiquement parlant : qui pour s'offrir un nez en phase avec ses fantasmes narcissiques et ses convenances, qui pour administrer une cure de jouvence en termes de tonus et d'attrait à des seins qui commençaient à piquer du nez du fait du poids de l'âge, qui pour se donner un facies plus séduisant, chatoyant et envoûtant, etc. Elles s'offrent ainsi à prix d'or des réaménagement de confort ou de prestige, qui portent à leur goût un

⁴ HABERMAS, Jürgen, *L'avenir de la nature humaine*, Paris, Gallimard, 2002, p.36-37.

sérieux coup sur l'irréversibilité temporelle, laquelle impacte négativement sur notre paraître. La posture artificieuse de la biomédecine ainsi affichée titille l'instinct de conservation, voire d'éternité des riches de ce monde, qui finissent par croire qu'ils peuvent, par le pouvoir de l'argent, vaincre cette donnée fatale de la condition humaine : le dépérissement corporel sous l'effet du temps, en s'octroyant des soins esthétiques de rêve.

Autre enjeu de la biomédecine : la promotion de l'immortalité cellulaire. Dans le cadre de la fécondation « in vitro »⁵, les embryons surnuméraires ou excédentaires qui, en principe, sont voués à des expérimentations médicales gratuites sur des patients atteints de pathologies qui nécessitent des greffes d'organes, se retrouvent curieusement très souvent dans des bio-banques pour être onéreusement vendus à ces derniers.

Dans les années soixante-dix, en effet, la loi du sénateur français Caillavet fut adoptée, elle a pour objet d'« empêcher la dérive mercantile »⁶ dans le don d'organes. C'est dire qu'en théorie « le principe de la gratuité absolue » y prévaut, en cohérence avec un traité international en la matière. Seulement, dans les faits, les choses ne sont pas tout à fait cela : il existe aujourd'hui, à travers la planète, des milliers de bio-banques appartenant surtout à des actionnaires privés internationaux qui travaillent en partenariat avec des chercheurs, notamment des biologistes, des généticiens et des médecins, lesquels espèrent « de juteux profits commerciaux »⁷. On y procède au stockage des échantillons d'organes et de produits organiques humains : des tissus et cellules embryonnaires, notamment les cellules hématopoïétiques :

⁵ Pour minimiser le taux d'échecs assez élevé inhérent à cette technique procréatique, il est autorisé en France, par exemple, la fécondation artificielle de six (06) ovules en moyenne, pour espérer obtenir un embryon, et satisfaire ainsi le couple demandeur. Mais si au lieu d'un seul embryon, l'on réussit à en obtenir 2, 3, 5 ou 6, alors que le couple en question n'en demande qu'un seul, l'excédent est appelé embryons surnuméraires. Cf. TSALA MBANI, André Liboire, *Les défis de la bioéthique à l'ère « éconofasciste »*. *Décryptage d'une prise en otage par des intérêts économico-idéologiques*, Paris, L'Harmattan, 2009.

⁶ GUILLEBAUD, Jean-Claude, *Le principe d'humanité*, Paris, Seuil, 2001, p.156.

⁷ KAHN, Axel (collectif), *Le secret de la salamandre. La médecine en quête d'immortalité*, Paris, NIL Éditions, 2005, p.180.

sang placentaire, moelle osseuse, de gamètes, etc. Ce qui fait dire à Yves Michaud que nous sommes en plein « dans le temps de l'instrumentation de soi »⁸. Les plus nantis financièrement soignent leurs corps, l'améliorent, le prolongent ou tendent à l'empêcher qu'il décline trop vite. Pour ce faire, ils recourent à des bio-banques à vocation commerciale, qui ressemblent à s'y méprendre à « des usines de fabrication des pièces détachées du vivant – des pièces de rechange garanties d'origine, compatibles évidemment »⁹.

On l'aura compris, la marchandisation des organes et des produits organiques concernent même les gamètes (ovules, spermatozoïdes). Ainsi, en France, par exemple, les couples frappés de stérilité et ne disposant pas de ressources financières conséquentes courent le risque de ne jamais avoir une progéniture tant désirée, puisque les gamètes sains sont loin d'être à la portée de tous du fait de l'hégémonisme marchand qui y prévaut, en dépit de l'existence de la fameuse loi Caillavet encore en vigueur aujourd'hui. Il existe d'ailleurs des banques de sperme pour prix Nobel, qui sont davantage inaccessibles aux couples déshérités. Ceux-ci sont ipso facto stoppés net dans leur volonté de profiter et de s'arrimer à cet autre enjeu de la biomédecine, à savoir le contournement de la sexualité dans l'acte de procréation.

2. LE NÉOLIBÉRALISME ET SON HÉGÉMONISME MARCHAND

Les paramètres structurels et fonctionnels de l'économie néolibérale¹⁰ gangrènent et prennent en otage tous les domaines de

⁸ MICHAUD, Yves, *Humain, inhumain, trop humain*, Paris, Flammarion, 2006, p.13.

⁹ *Ibid.*, p.15.

¹⁰ Au XIX^e siècle, le capitalisme était cloîtré à l'intérieur des Nations et se traduisait par l'exploitation des prolétaires par les bourgeois. Ceux-ci étaient rémunérés largement en deçà de leurs capacités de production. Toutes choses qui avaient malheureusement le mérite d'accroître exponentiellement le capital des bourgeois et d'appauvrir les ouvriers de façon abjecte. Aujourd'hui, le capitalisme est sorti du cadre étroit des nations pour aller à la conquête des parts de marché à l'international : c'est le néolibéralisme. Celui-ci, pour mieux asseoir sa boulimie marchande et son éthique du profit, a dû prendre en otage les politiques, la société (programmes d'ajustements structurels, délocalisation des industries, etc.), les spécificités culturelles à travers la promotion des seules valeurs liées à la consommation, l'environnement par la pollution

l'activité humaine : politique, social, culturel et environnemental. Au plan politique, l'émancipation du flux des capitaux de toute tutelle et de tout contrôle étatiques par l'idéologie ultralibérale entraîne forcément une mutation du pouvoir économique de la sphère publique des Etats à la sphère privée de l'actionnariat international. Ainsi, les fonds de pension, les fonds spéculatifs, les banques, les assurances, etc., ont désormais la « puissance de feu » qui leur permet de dicter la loi sur la planète. Aussi contrôlent-ils en effet une masse de liquidités de l'ordre de 30 000 milliards de dollars, supérieure au produit mondial d'une année, et une seule journée de spéculation sur devises représente l'équivalent de toutes les réserves d'or et de devises des grandes banques centrales du monde. Au vu de ces indicateurs qui donnent du tournis, il y a lieu de penser qu'aucune nation ni aucune entreprise ne peut résister aux pressions de ces institutions de la haute finance internationale. Car le système est sous-tendu par une imparable logique de fructification rapide des patrimoines financiers¹¹.

La logique de l'État minimum dans les activités économiques qui se dessine à travers ces quelques données est soutenue par l'anti-constructiviste Friedrich Hayek, qui allègue que l'ordre social n'obéit pas à une quelconque volonté politique, il est plutôt la conséquence logique de ce qu'il appelle « catallaxie », c'est-à-dire que l'ordre social est régi par les échanges tous azimuts et débridés, qui ne doivent être soumis à aucune restriction ni à aucune normativité étatiques. Car l'enjeu, c'est de libérer le marché, en le rendant aussi vaste que le monde. Par conséquent, il est de bon ton, voire impératif, d'émasculer l'État, à défaut de l'anéantir totalement. Le nouvel ordre économique, martèle-t-il, est « catallaxique », c'est-à-dire qu'il est déterminé par le libre échangeisme : le politique n'en est plus l'architecte¹².

Sur le plan social, l'érection des valeurs économiques ou marchandes en valeurs référentielles par l'économisme transnational

industrielle à forte dose ; et, depuis peu, il est passé à l'assaut du vivant, pas moins, notamment le vivant humain à travers le financement de la recherche biomédicale et biotechnologique, dont les résultats sont exploités à l'échelle industrielle.

¹¹ TSALA MBANI, André Liboire, *Les défis de la bioéthique à l'ère éconofasciste*, *op.cit.*, p.45.

¹² HAYECK, repris par Philippe ARONDEL, *op.cit.*

trionphant est porteuse de graves périls pour la société, non pas l'épanouissement qui nous avaient été promis par ses stratégies. Le premier de ces périls est lié aux inégalités et aux injustices générées par le système, lesquelles charrient la misère. D'où ces propos empreints de sagesse prophétique prononcés à quelques mois seulement des tristes événements du World Trade Center par Alpha Oumar Konaré, Président du Mali, en juin 2001 devant la tribune des Nations Unies : « La misère va devenir une autre forme de guerre », avant d'ajouter : « Il n'y a pas de barrière efficace pour empêcher les gens de se battre pour survivre ... si la pauvreté ne recule pas, on va au suicide collectif, à la violence... »¹³.

En Afrique, cette misère sociale, qui est vécue comme un drame, fut savamment concoctée dans les années mille neuf cent quatre vingt-dix par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), bras séculier de l'ultralibéralisme ambiant, à travers un mécanisme économique dénommé Programmes d'Ajustements Structurels (PAS). Pour liquider les dernières poches de résistance du socialisme et implanter l'idéologie néolibérale en Afrique, en effet, il avait été imposé aux pays de ce continent des programmes économiques dits Plans d'Ajustements Structurels, dont la mécanique était constituée d'équations et des paramètres économiques qui ignoraient complètement l'humain, qui devrait pourtant en être l'heureux bénéficiaire, si tant est que la finalité de tout programme économique est l'épanouissement de l'homme. Impulsés par les stratégies de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, les Programmes d'Ajustements Structurels ont débouché sur des licenciements et des mises en chômage massifs du fait de la privatisation-braderie des entreprises relevant du portefeuille de l'État et du dégraissage à la Fonction Publique ; et, enfin, ils ont débouché sur la fermeture des écoles d'infirmiers et d'instituteurs, dont

« l'effet le plus immédiat est pourtant, souligne Hubert Mono Ndjana, la progression de la maladie et de la l'analphabétisme. La médication purement mathématique des institutions clés de la mondialisation présente ainsi le mérite de tuer la maladie en même temps que le malade. Les relations économiques et commerciales

¹³ Cité par PASSET, René et LIBERMAN, Jean, *Mondialisation financière et terrorisme*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2002, p.38.

acquièrent une autonomie totale en même temps que l'homme disparaît sous la trappe »¹⁴.

Cependant, il ne faut surtout pas croire que la désespérance dont est assorti le « capitalisme actionnarial » ne touche que les populations des pays pauvres, celles des pays riches en sont elles aussi victimes, à un degré moindre, certes. En France, par exemple, le niveau de vie moyen de très jeunes ménages a baissé de 15% entre 1989 et 1993, et les 40 ans ont en moyenne un niveau de vie inférieur à l'ensemble des 50 ans. Cet inconfort existentiel est aggravé aujourd'hui par le phénomène néolibéral de délocalisation de certaines usines installées en France vers des pays émergents où la main d'œuvre coûte moins chère. Toutes choses qui, malheureusement, entraînent des pertes massives d'emplois.

S'agissant du domaine culturel, le néolibéralisme, bras séculier de la mondialisation, menace de gommer les spécificités culturelles en diffusant à l'échelle de la planète des valeurs et des référents culturels occidentaux, notamment américains, via Internet et les médias, principalement la télévision satellitaire. Toutes choses qui suscitent parfois de vives réactions des autres cultures, notamment arabes, qui se sentent menacées de disparition par la rationalité technoscientifique, l'éthique marchande et la sécularité que véhicule l'Occident : c'est ce que Philippe Moreau-Defarges appelle, reprenant la célèbre formule de Max Weber, « le désenchantement du monde ». Face à cet envahissement tous azimuts de l'éthos occidental, les peuples non occidentaux ont le sentiment d'être déracinés, ils ont le sentiment que l'État-nation, émasculé par l'actionnariat privé international, ne leur offre plus le cadre incontesté pour leur sécurité identitaire. Voilà pourquoi, écrit Moreau-Defarges, les peuples, désormais abandonnés à eux-mêmes, considèrent leur culture comme un dernier rempart, « source de solidarité, de protection face au déferlement de la mondialisation »¹⁵.

La bourrasque néolibérale, qui ravage tout sur son passage, n'épargne pas même la nature en tant qu'environnement physique, qui se

¹⁴ MONO NDJANA, Hubert, « La place de l'homme dans le nouveau système du monde », communication présentée lors de la Journée d'Étude organisée par l'UCAC sur le thème : « Humanisme et mondialisation », Yaoundé le 02 juin 2001.

¹⁵ MOREAU DEFARGES, Philippe, *La mondialisation* (1997), Paris, PUF, 2005, p.80.

trouve engloutie, polluée et dégradée du fait de la recherche effrénée du profit. « La planète suffoque ! », voilà la thèse du dérèglement climatique qui fait désormais l'unanimité au sein de la communauté scientifique, à quelques rares exceptions près. Si rien n'est fait pour réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serres (GES), à défaut de les endiguer complètement, la Terre pourrait se réchauffer de 1,4°C à 5,8°C d'ici à la fin du siècle ; avec les conséquences dramatiques qu'on peut aisément imaginer. Fidèles à leur logique d'État minimum, voire de la non ingérence de l'État dans les affaires ayant un impact direct sur l'économie, propre au capitalisme international, les plus gros pollueurs de la planète regroupés au sein du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), en tête desquels les États-Unis d'Amérique, font preuve d'un Gangstérisme écologique en restant indifférents à ces données scientifiques implacables et apocalyptiques. C'est ainsi qu'ils ont formé le « lobby des plus gros pollueurs », dont l'objectif est de torpiller toutes les conventions-cadres sur le réchauffement climatique destinées à la protection de l'environnement, en réclamant des mécanismes dits de « flexibilité », qui sont en réalité des « droits à polluer ». La finalité de tout ce travail de lobbying, l'on s'en doute bien, est de préserver la productivité des groupes industriels internationaux et des multinationales contre toute entrave juridique relative au réchauffement climatique, au mépris de l'environnement dont les conséquences mettent en péril la survie même de l'espèce humaine¹⁶.

Au demeurant, l'idéologie ultralibérale, après avoir pris en otage les politiques, la société, les spécificités culturelles et l'environnement, ainsi que nous venons de le démontrer, est depuis peu, passé à l'assaut du vivant, notamment le vivant humain, qui est ipso facto réduit à un enjeu économique par la dynamique biomédicale. Celle-ci se révèle, dans sa posture marchande, comme une redoutable productrice des archétypes d'inégalités socio-économiques que l'humanité ne connaissait pas encore jusque-là.

¹⁶ TSALA MBANI, André Liboire, *Les défis de la bioéthique à l'ère « éconofasciste »*, *op.cit.*, p.59.

3. ANALYTIQUE DES PARADIGMES D'INÉGALITÉS ÉMERGENTS

L'idée que le recours au diagnostic préimplantatoire (DPI) est, considéré pour lui-même, moralement admissible ou juridiquement acceptable si on limite son application à quelques cas bien définis de pathologies héréditaires sévères, dont on peut imaginer qu'elles soient insupportables par les personnes potentiellement concernées elles-mêmes, s'impose de plus en plus dans la population, la sphère publique et politique. Dans cette perspective, Pierre-André Taguieff affirme qu'il ne s'agit pas, dans le cadre du diagnostic prénatal, de la recherche vaine du « bébé parfait », mais plutôt du désir raisonnable de donner naissance à un enfant qui soit à l'abri des souffrances liées aux troubles insupportables :

« Il ne s'agit pas de réaliser un rêve de perfections, martèle-t-il, mais de suivre des règles de prudence et de bienfaisance d'une sagesse toute pragmatique, attentive à repérer, parmi les moyens fournis par la technologie biomédicale, ceux qui peuvent permettre d'éviter d'ajouter la souffrance à la souffrance, ou de surmonter le douloureux dilemme : ne pas avoir d'enfant/avoir un ou plusieurs enfants gravement handicapés »¹⁷.

En somme, au travers du dépistage génétique préimplantatoire, il est question, d'après lui, d'instrumentaliser le progrès technique pour contourner la fatalité génétique. Seulement voilà : les frontières entre l'eugénisme négatif, qui se justifie par l'éradication des pathologies héréditaires sévères, et l'eugénisme positif absolument injustifié, parce que visant l'amélioration des caractéristiques génétiques, sont fluctuantes, voire floues. En réalité, l'eugénisme négatif brandi par Taguieff n'est qu'un prétexte qui cache mal les ambitions « mélioristes » du diagnostic prénatal, lesquelles introduisent une inégalité pas encore connue dans la nomenclature des inégalités socio-économiques : l'inégal accès à une progéniture intellectuellement sophistiquée.

En effet, la technique procréatique dénommée diagnostic préimplantatoire, déjà effective aux Etats-Unis d'Amérique, introduit une bipartition sociale fondée sur des paramètres économiques : d'un côté, l'on a des riches qui ont des enfants ayant un quotient intellectuel

¹⁷ TAGUIEFF, Pierre-André, « Retour sur l'eugénisme, question de définition » (réponse à J. Testart), in *Esprit*, n°200, Paris, mars-avril 1994, p.200.

(QI) tutoyant la perfection, et de l'autre, des pauvres dont les enfants ont un quotient intellectuel tout à fait ordinaire, naturel et généralement moyen. Conséquence logique: la progéniture des riches serait destinée à occuper des positions sociales prestigieuses, tandis que celle des pauvres serait condamnée à occuper des positions sociales subalternes.

Par ailleurs, la biomédecine, parce qu'elle offre des réaménagements biophysiques de confort et de prestige à une certaine classe sociale au détriment d'une autre sur la base des considérations censitaires, fait émerger dans la société une inégalité toute aussi étrangère à la nomenclature classique : l'inégal accès à l'esthétique somatique. Ainsi, seules les couches sociales financièrement nanties ont le privilège d'assouvir leurs désirs fantasmatiques narcissiques en termes esthétiques, tandis celles déshérités sont condamnées à assumer stoïquement les imperfections à elles imposées par les aléas de la nature.

Mais dans sa frénésie d'innovations et de prouesses, la dynamique biomédicale va au-delà des préoccupations esthétiques pour embrasser celles liées à la régénéscence cellulaire, qui charrie moult espérances auprès des populations. Malheureusement, cette avancée de la science médicale est loin de profiter à tout le monde du fait de son coût faramineux. Les opérations biomédicales inhérentes aux greffes d'organes font en effet partie de celles les plus onéreuses du fait non seulement de la raréfaction et de la préciosité des cellules souches, elles-mêmes tributaires de la prise en otage de ces derrières par l'actionnariat privé international, mais aussi de la mobilisation d'une expertise extrêmement pointue. Du coup, les déshérités sociaux butent sur une inégalité tout à fait nouvelle, qui remet en cause le fameux droit à la santé établi depuis la révolution française de 1789¹⁸, à savoir l'inégal accès à la régénéscence cellulaire en cas de pathologie nécessitant une greffe d'organe. Et c'est ici que doit intervenir la force publique étatique dans sa posture de régulation, à l'effet garantir à tous les citoyens un égal accès aux nouvelles possibilités sanitaires qu'offre la médecine régénératrice à l'humanité. Malheureusement, ce devoir régalien de régulation dévolu à l'État se trouve aujourd'hui bâillonné par l'économisme transnational régi par la logique du « tout marchandise ». La prise en otage de l'État par le capitalisme international débouche sur

¹⁸ TSALA MBANI, André Liboire, *L'ingénierie procréatique et l'émergence d'une génération bâtarde des droits de l'homme*, Paris, L'Harmattan, 2013.

une dérive majeure : la mort programmée de la démocratie, qui met en péril la crédibilité, voire la survie même de cette entité juridique garante de l'intérêt général. La logique économiste contemporaine constitue en effet une camisole de force pour les sociétés démocratiques, car les politiques n'ont plus la marge de manœuvre nécessaire pour mener à bien leurs projets de société sur la base desquels ils ont pourtant été élus par leurs peuples. Lesdits projets de société subissent des interférences et des contrecoups émanant des mécaniques économistes préjudiciables à leur implémentation optimale, puisqu'étrangers, voire antinomiques à leurs visions programmatiques. Du coup, les hommes politiques s'apparentent à s'y méprendre à des pantins ballotés au gré des fluctuations et des aléas de la haute finance internationale, qui échappent à tout contrôle étatique, puisqu'ayant acquis une autonomie absolument ahurissante : c'est ce que nous appelons « éconofascisme ». Nous avons encore en mémoire la fameuse crise du logement survenue aux États-Unis d'Amérique il y a quelques années, et qui a pris de court en son temps l'homme d'État le plus puissant au monde, en l'occurrence Barack Obama, laquelle crise a mis à mal son offre politique programmatique dans les domaines social et économique. Celle-ci a d'ailleurs impacté négativement sur l'économie mondiale, preuve s'il en était besoin de l'emprise réelle et patente des logiques économistes sur la marche du monde contemporain.

En tout cas, la biomédecine n'échappe pas à cette emprise, elle qui se livre à la marchandisation des gamètes vendus à prix d'or dans des bio-banques contrôlées par les actionnaires privés internationaux. Pourtant, la révolution biomédicale opérée dans les années soixante-dix a fait naître des espérances légitimes, parfois irréalistes, auprès des populations, notamment celles frappées de pathologies génitales, à l'instar de la stérilité. À cette dernière catégorie, on a fait miroiter la possibilité d'une procréation par-delà la sexualité, pas très distante de celle des êtres unicellulaires qui se reproduisent par fission ou par bourgeonnement. Mais, hélas, très vite, ces populations vont déchanter en se frottant à la triste réalité de l'inégal accès des citoyens aux gamètes sains du fait de leur renchérissement exponentiel, qui les mettent hors de portée des couches sociales aux revenus modestes. Il existe d'ailleurs

des bio-banques pour prix Nobel¹⁹, où l'on vend des spermatozoïdes des esprits supérieurs de ce monde à des coûts incommensurablement prohibitifs, même si, officiellement, l'on parle de don. Ce qui est loin d'émouvoir les consciences averties des enjeux de la contemporanéité néolibérale déterminée par des logiques mercantilistes, voire « éconofascistes ».

CONCLUSION

La collusion insolite née entre la biomédecine et le néolibéralisme ambiant a fait émerger des modèles d'inégalités étrangers à la nomenclature classique en la matière, lesquels modèles d'inégalités sont susceptibles d'induire au mieux une disharmonie sociale, au pire une instabilité sociale d'une amplitude plus ou moins importante, suivant les sphères culturelles. Car ils remettent profondément en cause les valeurs républicaines définies par les protagonistes de la Révolution Française de 1789. Parmi celles-ci, figurent en bonne place les valeurs de liberté, de justice et d'égalité, qui sous-tendent les trois générations classiques des droits de l'homme issues de la philosophie des Lumières²⁰, dont Jean-Jacques Rousseau, Montesquieu, Emmanuel Kant, Diderot, d'Alembert, Voltaire, etc., sont les principaux artisans.

Pour que la biomédecine et le néolibéralisme soient véritablement au service de l'accomplissement de l'homme, il est impératif aujourd'hui que l'État prenne à nouveau l'option de la régulation, dont il n'aurait jamais dû s'en départir, sans laquelle le monde contemporain est voué à la décadence.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARONDEL, Philippe, *L'impasse libérale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.

¹⁹ TSALA MBANI, André Liboire, *Les défis de la bioéthique à l'ère « éconofasciste »*, *op.cit.*

²⁰ Cf. TSALA MBANI, André Liboire, *L'ingénierie procréatique et l'émergence d'une génération bâtarde des droits de l'homme*, *op.cit.*

- GUILLEBAUD, Jean-Claude, *Le principe d'humanité*, Paris, Seuil, 2001.
- HABERMAS, Jürgen, *L'avenir de la nature humaine*, Paris, Gallimard, 2002.
- KAHN, Axel (collectif), *Le secret de la salamandre. La médecine en quête d'immortalité*, Paris, NIL Éditions, 2005.
- MICHAUD, Yves, *Humain, inhumain, trop humain*, Paris, Flammarion, 2006.
- MONO NDJANA, Hubert, « La place de l'homme dans le nouveau système du monde », communication sur « Humanisme et mondialisation », Yaoundé, 2001.
- MOREAU DEFARGES, Philippe, *La mondialisation*, Paris, PUF, 2005.
- PASSET, René et LIBERMAN, Jean, *Mondialisation financière et terrorisme*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2002.
- SINSHEIMER, Robert, « The Project of Designed Genetic Change », in *Reproduction, and Genetic Control*, Londres et New York, RoutledgeandKegan Paul, 1992.
- TAGUIEFF, Pierre-André, « Retour sur l'eugénisme, question de définition » (réponse à Jean Testart), in *Esprit*, n°200, Paris, mars-avril 1994.
- TSALA MBANI, André Liboire, *Biotechnologies et Nature humaine. Vers un terrorisme ontologique ?*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- *Les défis de la bioéthique à l'ère « éconofasciste ». Décryptage d'une prise en otage par des intérêts économique-idéologiques*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- *L'ingénierie procréatique et l'émergence d'une génération bâtarde des droits de l'homme*, Paris, L'Harmattan, 2013.